



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**Programmes
internationaux
International
programs
2021**

Avant-propos

En 2021, l'ENA vous propose un catalogue de quatorze programmes internationaux. Ces programmes vous permettront de renforcer vos compétences transverses, mais aussi de découvrir ou de vous approprier des sujets d'actualité: la transformation du secteur public par l'innovation et le numérique renforcée par la crise sanitaire à l'heure où elle est, l'exécution du budget de l'État, la nouvelle gouvernance des territoires...

Ces programmes vous donnent aussi la chance de développer des communautés de pratiques, de favoriser les échanges interculturels et d'enrichir vos réseaux professionnels. Chacune de ces formations a été conçue en ciblant vos besoins et ceux de vos institutions. Nos programmes sont enrichis par des partenariats forts avec notamment l'Agence française de développement, l'Institut français, l'École nationale supérieure de création industrielle, mais aussi le Sénat et l'Assemblée nationale.

Je souhaite que ce catalogue 2021 vous incite à vous joindre à tous nos auditeurs, étrangers et français, qui font confiance à l'ENA dans cette exigence de formation continue. Nous espérons avoir le plaisir de vous y accueillir prochainement.

Patrick Gérard

Directeur de l'École nationale d'administration

Foreword

In 2021, we are offering a renewed range of 14 international programmes which will provide you with the opportunity to enhance your cross-disciplinary skills, as well as to discover and understand current subjects such as public innovation the behavioural approach or the digital transition reinforced by the health crisis, government budget execution, the new territories governance.

The development of communities of practice and intercultural exchanges will also be fostered, in particular to help you to enhance your professional networks. Each of these training courses has been designed to target your needs and those of your institutions. Our programmes also benefit from our close partnerships with the French Development Agency, the French Institute, the French National School for Industrial Design, the Senate and the National Assembly.

I hope that this new offer for 2021 will make you want to join our auditors, French and foreigners people which have confidence in the excellence of our executive education. I will have the opportunity of welcoming you soon on one of our courses.

Patrick Gérard

Director of the National School of Administration

Présentation

En 2021, l'École Nationale d'Administration (ENA) organise quatorze programmes internationaux courts, chacun permettant un approfondissement des connaissances et un développement des compétences autour de la gouvernance, la transformation de l'action publique et l'action publique européenne.

Leurs points forts

- Des professionnels de référence
- L'expertise de notre chaire partenariale avec l'École nationale supérieure de création industrielle (ENSCI-Les ateliers)
- Des collaborations étroites avec l'Agence française de développement, l'Institut français, l'Assemblée nationale, le Sénat
- Une approche interministérielle comparative
- Des modalités pédagogiques innovantes : hybridation des formations, utilisation de plateformes dédiées
- Des programmes alliant conférences, ateliers et visites

Les langues

Les formations sont dispensées en français et en anglais.

Les prestations sur-mesure

L'ENA est par ailleurs à même de réaliser des formations sur-mesure pour un public identifié par les structures nationales. La commande de formation présentant un cahier des charges détaillé peut être faite tout au long de l'année et réalisée en France (Paris ou Strasbourg) ou sur place selon les cas. Une proposition pédagogique et financière est faite par l'ENA à destination du commanditaire et, dès l'accord de cette proposition, une convention de formation peut être établie entre les deux organismes.

Ces formations peuvent se décliner selon les formats suivants :

- séjours d'étude personnalisés ;
- formations / séminaires internationaux en présentiel ;
- formations / séminaires en visioconférence ;
- webinaires-séminaires en ligne ;
- classes virtuelles et travaux dirigés à distance.

Elles peuvent toutes donner lieu à des formats hybrides avec des séquences à distance en amont des séquences en présentiel.

Ce catalogue est disponible sur le site internet de l'ENA : www.ena.fr/Europe-et-international/Programmes-de-formation.

Presentation

In 2021, the National School of Administration (ENA) is organising 14 short training courses each one procure a deepening of knowledge and development of skills around governance, public action transformation and European public action.

Key points

- Professionals who are references in their fields
- The expertise of our two joint chairs in partnership with the École Nationale Supérieure de Création Industrielle (ENSCI-Les ateliers) and the École Normale Supérieure (ENS)
- Close collaborations with the AFD (French Development Agency), the French Institute, the Chambers
- A comparative, inter-ministerial approach
- Innovative teaching methods: hybrid learning, use of dedicated platforms
- Programmes combining lectures, cases studies and workshops

Languages

Courses are delivered in French and English.

Tailor-made courses

Furthermore, ENA offers tailor-made courses, in France (Paris or Strasbourg) or on your site, for a specific public identified by the national structures. Orders can be placed throughout the year. ENA will make an educational and financial offer to the structure concerned. Once the offer has been approved, a training contract will be drawn up between the two organizations.

These courses can be designed in the following formats:

- personalized study visits;
- international in-class courses/seminars;
- video-conference courses/seminars;
- webinar-seminars online;
- Virtuals classes and distance-learning practical classes.

Any course may be structured in a hybrid format with distance-learning sequences preceding the in-class sequences.

You may consult this catalogue on ENA's website: www.ena.fr/Europe-et-international/Programmes-de-formation

Conditions d'admission

PROFIL DES CANDIDATS

Les programmes internationaux sont réservés à des fonctionnaires français et étrangers, cadres de grands services publics, d'entreprises publiques ou assimilées, justifiant de trois ans d'ancienneté au moins et qui sont :

- présentés par leur gouvernement ;
- titulaires d'un master ou d'un diplôme équivalent attestant de quatre années d'enseignement supérieur au moins ou, dans certains cas, en charge de responsabilités qui démontrent une capacité équivalente.

Une bonne maîtrise de la langue dans laquelle est dispensée la formation est indispensable.

MODALITÉS D'INSCRIPTION

- Les candidatures doivent être déposées en ligne sur le site de l'ENA à l'adresse suivante : www.ena.fr
- Les dossiers en version papier ou scannée, accompagnés des pièces justificatives, doivent par ailleurs être déposés auprès du service de coopération et d'action culturelle de l'ambassade de France du pays de résidence du candidat et validés par celui-ci, qui se chargera de leur transmission à l'ENA
- Les délais prescrits doivent être strictement respectés. Les dossiers incomplets ne seront pas examinés. La date limite d'envoi des candidatures est de 60 jours avant le début de chaque formation
- L'ENA se réserve la possibilité d'annuler toute formation qui n'aurait pas réuni suffisamment de candidatures à la date limite

MODALITÉS FINANCIÈRES

Les candidats non boursiers du gouvernement français doivent régler les frais d'inscription par virement bancaire 30 jours au plus tard avant le début de la formation.

Ne sont définitivement admis que les candidats pouvant justifier dans les délais prévus du financement de leur formation (frais d'inscription, de voyage, de séjour et d'assurance).

Désistements et remboursements pour les candidats non boursiers

- Pour tout désistement annoncé plus de 15 jours avant le début de la formation, le montant total de la formation est remboursé
- Si l'annulation nous parvient moins de 15 jours avant le début de la formation, nous retenons la totalité du montant de l'inscription. Dans des cas exceptionnels, contactez-nous
- Si vous ne venez pas à la formation ou à une partie de la formation sans l'annoncer, vous ne pouvez prétendre à aucun remboursement
- Les annulations sont acceptées uniquement par écrit ou par mail (la date de réception faisant foi). Aucune annulation n'est prise par téléphone.

PARTICIPATION À LA FORMATION

Dès notification de son admission, le candidat doit prendre toutes les dispositions pour se présenter à l'ENA le premier jour de la formation considérée en ayant préalablement accompli toutes les démarches relatives à son installation à Paris. Cela suppose qu'il prévoie d'arriver au moins un jour entier avant le début du programme. Un candidat se présentant après cette date peut se voir refuser la participation à la session et perdre le bénéfice de la bourse obtenue à cet effet. La délivrance d'un certificat de spécialité qui sanctionne la participation à la formation est, par ailleurs, subordonnée à une assiduité constante de la part de l'auditeur.

Conditions for admission

APPLICANT PROFILE

The international programs are reserved for French and international senior civil servants in government departments, senior managers in public sector companies, or similar profiles.

Applicants must show proof of at least three years of professional experience and must:

- be introduced by their government;
- hold a Masters or equivalent degree attesting to at least four years of higher education; or in certain cases, hold a position of responsibility demonstrating an equal level of competence.

Proficiency in the language in which the course is delivered is essential.

APPLICATION

- Application must be done online on the ENA website at the following address: www.ena.fr
- Once completed and accompanied by the required official documents, application forms must be presented by home government officials to the Cultural and cooperation service of the French Embassy in the residence country of the candidate, which forwards them to ENA
- The stated deadlines must be strictly observed. Incomplete applications will not be considered. The deadline for submitting applications is 60 days before the beginning of the course

ENA reserves the right to cancel any course that has an insufficient number of applicants by the deadline.

FINANCIAL TERMS

Tuition fees for candidates without a French government grant will have to be paid by bank transfer at least 30 days before the beginning of the course. Only applicants who can prove to have funding to cover the costs of tuition fees, travel, accommodation and insurance, will obtain confirmed admission.

Cancellations and refunds for students without grants

- For any cancellation more than 15 days before the course begins, the course fee will be refunded in full
- For cancellations occurring less than 15 days before the course begins, we will retain half the course fee. For any exceptional circumstances, please contact us
- If you fail to attend all or part of the course, you will not be able to claim a refund
- Cancellations are only accepted in writing or by e-mail (the date of receipt being the effective date). Cancellations are not accepted by telephone.

ATTENDING THE PIC COURSE

Once applicants have received confirmation of admission, they must make all the necessary arrangements to ensure they are present at ENA on the first day of the course, after having made all the necessary preparations for their stay in Paris beforehand. Applicants should therefore plan to arrive at least 24 hours before the start of the course. Any applicant not present on the first day of the course may be refused admission to the session and may forfeit any grant obtained for the course. The certificate of attendance will only be issued subject to the participant's full, attentive participation.

**Programmes
internationaux courts
International
short programs**

| DATE | TITRE TITLE | LANGUE D'ENSEIGNEMENT TEACHING LANGUAGE | FORMAT* | PAGE |
|--|--|--|---------------------------|-------|
| 17 – 21 mai | Gestion des ressources humaines et management dans la fonction publique | Français | Distanciel | p. 10 |
| 18 – 21 mai | Protection de l'environnement: approche réglementaire de l'Union européenne | Français | Distanciel | p. 11 |
| 31 mai, 7, 14, 21, 28 juin 6 – 10 septembre | Organisation du travail parlementaire: la fonction de contrôle du Parlement | Français | Distanciel/ présentiel | p. 12 |
| June 21 – 25 | Negotiating within and with the European Union | English | On line | p. 13 |
| 5 – 9 juillet | Préparation et exécution du budget de l'État | Français | Distanciel | p. 14 |
| July 5 – 9 | Public administration reforms | English | On site | p. 15 |
| 20 – 24 septembre | Politiques publiques: de la conception à l'évaluation | Français | Présentiel | p. 16 |
| 27 septembre – 1 ^{er} octobre | Trajectoire d'une norme européenne: de sa genèse au contentieux | Français | Présentiel | p. 17 |
| September 27 – October 8 | Ethics, Integrity and Corruption Prevention | English | On site | p. 18 |
| October 18 – 22 | Human Resources Management in the Public Sector | English | On site | p. 19 |
| 4 – 7 octobre | De la gouvernance des crises à la crise des gouvernances au niveau de l'Union européenne | Français | Présentiel | p. 20 |
| 3 – 5 novembre | L'Union européenne et ses partenaires économiques | Français | Présentiel | p. 21 |
| 2 – 12 novembre | Nouvelle gouvernance des territoires | Français | Présentiel | p. 22 |
| November 29 – December 3 | Crisis management | English | On site | p. 23 |

* Sous réserve de l'évolution des mesures sanitaires.
Subject to the evolution of the sanitary measures.

Programme «Gestion des ressources humaines et management dans la fonction publique»

Partout dans le monde, la gestion des ressources humaines et le management des effectifs dans le secteur public évoluent à grands pas afin de faire face aux défis tels que la numérisation et l'innovation des services publics, la mutualisation et le regroupement des ressources. L'exigence d'efficacité et de qualité des services publics, la nécessité d'apporter une réponse adaptée aux besoins des citoyens et la transformation du périmètre d'action des organisations publiques amènent la fonction GRH et les pratiques managériales à évoluer. Dans ce contexte, le rôle des managers publics est d'anticiper et de promouvoir le développement des compétences des agents, d'accompagner leur mobilité et de valoriser la diversité des parcours professionnels.

Ce programme a pour vocation de répondre aux enjeux RH de la transformation publique en expliquant la finalité et le fonctionnement opérationnel des principaux outils et leviers de la GRH dans le secteur public.

OBJECTIFS

- Acquérir les outils au service du gestionnaire des ressources humaines et savoir les mettre en adéquation avec les process RH de son administration (GPEEC, pilotage de la performance, systèmes d'information...)
- Approfondir le rôle du manager dans la gestion et dans la valorisation des parcours des agents
- Renforcer ses compétences en matière de conduite du changement

CONTENUS PRÉVISIONNELS

- Organisation administrative et juridique de la fonction publique
- Grandes fonctions de la GRH (recrutement, accompagnement de la mobilité, évaluation, rémunération, GPEEC, formation)
- Conduite du changement (méthodologie et approche managériale)

PUBLIC

Responsables des ressources humaines des administrations centrales, des services déconcentrés et des collectivités locales, cadres des grands établissements de formation et de perfectionnement de fonctionnaires, personnels en position managériale.

PRATIQUE

- Dates : du 17 au 21 mai 2021
- Langue d'enseignement : français
- Format : distanciel
- Frais d'inscription : 1400 euros pour les candidats non boursiers du gouvernement français (ces frais d'inscription devront avoir été réglés par virement bancaire avant le démarrage de la formation)

Programme «Protection de l'environnement: approche réglementaire de l'Union européenne»

Enjeux mondiaux, protection de l'environnement et lutte contre le changement climatique font l'objet d'une action commune des pays européens. Ces derniers ont délégué progressivement à l'Union de nombreuses compétences en la matière et s'emploient à parler d'une même voix lors des négociations internationales. Plusieurs centaines de directives, règlements et décisions sont aujourd'hui en vigueur et constituent un cadre juridique parmi les plus complexes et ambitieux au monde dans la protection de l'environnement.

L'action environnementale de l'Union est régie par les principes de prévention, de précaution, ainsi que par celui du pollueur-payeur. Ce séminaire vise à décrypter les complexités et les spécificités de l'approche réglementaire de l'Union européenne en matière d'environnement.

Les participants seront en mesure de comprendre la politique environnementale de l'UE et d'analyser l'efficacité des instruments juridiques dans les domaines ciblés.

OBJECTIFS

- Comprendre les principes et saisir les enjeux de la politique environnementale de l'UE
- Décrypter la complexité du cadre juridique de l'UE dans différents domaines (règlement REACH, gestion de déchets, marché européen du carbone, biodiversité) et évaluer son efficacité
- Appréhender les défis et les problématiques actuelles (changement climatique, pollution plastique, pollution particulaire, sécurité environnementale)
- S'interroger sur la manière de concilier la protection de l'environnement, la santé humaine, l'innovation et la promotion des intérêts économiques
- Comprendre le rôle des différents acteurs institutionnels (Parlement européen) et non-institutionnels dans la promotion et la mise en œuvre de la politique environnementale

CONTENUS PRÉVISIONNELS

- Ce séminaire organisé avec le soutien de l'Organisation internationale de la Francophonie est consacré à la promotion et à la valorisation de la langue française dans le milieu professionnel. Le programme se veut hautement interactif et participatif, alimenté par des sessions de partage d'expérience, des exemples concrets et des études de cas.

PUBLIC

Candidats spécialisés en droit de l'environnement, fonctionnaires, agents des ministères techniques, experts et représentants du secteur privé (pays membres de l'UE, pays tiers, pays membres, membres associés et observateurs de l'OIF).

INFORMATIONS PRATIQUES

- Dates: du 18 au 21 mai 2021
- Langue: français
- Format: distanciel
- Frais d'inscription: 1400 euros pour les candidats non boursiers du gouvernement français (ces frais d'inscription devront avoir été réglés par virement bancaire avant le démarrage de la formation)

Programme « Organisation du travail parlementaire: la fonction de contrôle du Parlement »

Organisé en collaboration avec l'Assemblée nationale et le Sénat

Le renforcement de l'institution parlementaire demeure un élément essentiel au développement démocratique des États. En France, la Constitution de 1958 encadre strictement l'exercice des pouvoirs du Parlement: « Le Parlement vote la loi. Il contrôle l'action du Gouvernement. Il évalue les politiques publiques. » (article 24 de la Constitution). Trois missions majeures incombent au Parlement: le vote des lois, le contrôle et l'évaluation de l'action du Gouvernement.

Tout en abordant des éléments généraux de compréhension sur le fonctionnement de l'Assemblée nationale et du Sénat, ce cycle abordera spécifiquement la mission de contrôle du Parlement à la fois dans sa dimension technique (notamment de contrôle budgétaire) et dans sa dimension « politique » (questions au gouvernement, responsabilité du gouvernement). En effet, cette mission de contrôle et d'évaluation permet de garantir l'équilibre des pouvoirs ainsi que la réalité de la vie démocratique.

OBJECTIFS

- Connaître les missions du Parlement
- Connaître le système bicaméral et son organisation;
- Connaître les rôles des différents acteurs du travail parlementaire
- Maîtriser les moyens, procédures et outils de contrôle et de l'action du Gouvernement et de l'évaluation des politiques publiques

CONTENUS PRÉVISIONNELS

- Présentation de l'organisation, des missions et des méthodes de travail de l'Assemblée nationale et du Sénat
- Définition du contrôle et de l'évaluation parlementaires: organes, procédures, moyens et outils dont disposent les parlementaires pour analyser, contrôler et évaluer l'activité gouvernementale proprement dite ainsi que l'efficacité des politiques publiques dans leur ensemble.
- Moyens de contrôle et d'évaluation: mise en jeu de la responsabilité du Gouvernement, information, débat, investigation.
- Outils de contrôle et d'évaluation: questions écrites et/ou orales aux ministres, auditions en commission ou délégation, missions d'information et/ou d'évaluation, commissions d'enquête, débats en séance

publique, contrôle de l'application des lois et évaluation de leur impact, contrôles budgétaires et notions de censure

PUBLIC

Acteurs du travail parlementaire, notamment fonctionnaires parlementaires, autres hauts fonctionnaires, conseillers techniques.

INFORMATIONS PRATIQUES

- Dates:
 - Les lundis 31 mai, 7 juin, 14 juin, 21 juin, 28 juin 2021 (distanciel)
 - Du 6 au 10 septembre 2021 (présentiel)
- Langue d'enseignement: français
- Format: distanciel (juin) et présentiel (septembre: ENA, 2 avenue de l'Observatoire, 75006 Paris)
- Frais d'inscription: 2300 euros pour les candidats non boursiers du gouvernement français (ces frais d'inscription devront avoir été réglés par virement bancaire avant le démarrage de la formation)

Program “Negotiating within and with the European Union”

In partnership with the French Development Agency – AFD.

The European Union is a product of negotiation. Its multi-layer and multi-player policy-making labyrinth is also a constant negotiation process taking place at different levels and involving a variety of actors. The specificity of the European Union governance structure puts forward the purpose of reaching agreement on the realization of a common interest where conflicting interests are present. European integration is therefore a never-ending process of reconciling undeniable diversity with equally undeniable common aspirations.

Moreover, the Union is not only in itself a major site of negotiation, but also a major participant in multilateral negotiations. Many aspects of the Union’s external relations are managed through negotiations and the European Union is considered a major negotiator in different international contexts (United Nations, World Trade Organization, trade agreements, enlargement negotiations). The aim of this seminar is to allow participants to grasp the complexity and the distinctiveness of negotiation processes taking place within and with the European Union.

OBJECTIVES

- To decipher the complexity of the European Union negotiation processes
- To gain practice-oriented understanding of the specificities of the EU multi-layer and multi-player policy-making
- To grasp the European Union procedural and working environment, formal and informal rules and interactions
- To develop strategies and tactics for effective negotiations in various settings
- To improve interpersonal skills for effective communication in a multicultural context

PROVISIONAL CONTENTS

- The program is intended to be highly interactive and participative, fueled with experience-sharing sessions, real life examples, case studies and role-play exercises. A combination of presentations, group activities and simulation exercises will allow to establish contacts and to share experience with experts and between participants. Participants will not only be able to understand the specificities of European negotiation process but also to develop interpersonal skills necessary to become an effective negotiator in a multicultural context.

TARGET AUDIENCE

- Private and public sector representatives, civil servants, administrators, agents specialized in the field of European affairs in the EU Member States, candidate and third countries

PRACTICAL INFORMATION

- Dates: from June 21 to 25, 2021
- Teaching language : English
- Format : on line
- Tuition fees for candidates without a French government grant are 1400 euros (these fees will have to be paid in advance by transfer)

Programme «Préparation et exécution du budget de l'État»

La préparation du budget de l'État constitue un moment important du calendrier. Il va donner l'impulsion aux politiques menées dans les mois suivant son élaboration. Élément stratégique s'il en est, le budget doit être pensé en adéquation entre les besoins et les ressources disponibles et anticipées. Il doit ensuite être exécuté au cordeau, de façon à ce que l'administration ne se retrouve pas en situation de décalage par rapport à la prévision.

La composition du budget suivant et la bonne mise en place des actions anticipées en dépend. Dans ce contexte, il est important de comprendre comment anticiper au mieux les dépenses qui seront effectuées au cours de l'exercice, identifier les ressources disponibles et veiller à l'équilibre entre les deux. Ce programme vise donc à présenter les enjeux d'un budget correctement maîtrisé et de donner des outils permettant de préparer le budget et de l'exécuter.

OBJECTIFS

- Comprendre le rôle et le fonctionnement du budget dans l'administration publique
- Savoir anticiper les dépenses
- Identifier les sources de financement
- Maîtriser les éléments de négociation budgétaire
- Maîtriser les outils de contrôle de l'exécution du budget

CONTENUS PRÉVISIONNELS

- La LOLF
- Éléments de comptabilité
- Calcul de la masse salariale
- Calcul du tendancier et de la dépense
- Négociation budgétaire

PUBLIC

Responsables budgétaires et financiers des administrations centrales, des services déconcentrés et des collectivités locales, cadres, responsables des affaires financières dans le secteur privé.

INFORMATIONS PRATIQUES

- Dates: du 5 au 9 juillet 2021
- Langue d'enseignement: français
- Format: distanciel
- Tarif: 1400 euros pour les candidats non boursiers du gouvernement français (ces frais d'inscription devront avoir été réglés par virement bancaire avant le démarrage de la formation)

Program “Public administration reforms”

This program is a partnership ENA / ENSCI / École Polytechnique / Sciences Po.

Innovations, digital technology, changes in participation : for several years, public action has been challenged by a dynamic context and new expectations with the constant idea of serving citizens as efficiently as possible. In France, as in other countries, the State, local government and public administrations undertake or support many initiatives at various levels in order to fill the gap between administration, innovation and design. This program will enable you to discover methods and tools (immersion, nudges, data, etc.) for an innovative public action. By the mean of French case studies and visits to third-party sites (labs, incubators, etc.), it presents the transformation and new public conception in administration and public services. It also includes a “management” dimension with regard to new ways of innovating, new ecosystems, start-ups or inter-entrepreneurship.

OBJECTIVES

- to understand the issues and the role of digital technologies in public policy (Big Data, development of digital administration, digital governance, civic tech, mechanisms of incubations, etc.).
- to understand the issues and outcomes of a public action approach via innovation: users’ experiences, improving quality of service, supporting change, coproduction, impact, etc.)
- to master new methods in the conception of public policy: nudge and a behavioral science approach, public policy design, agile management, collaborative approach, etc.

PROVISIONAL CONTENTS

- Data: algorithms, sharing data, security, decision-making, transparency
- State start-ups and the uberization of public services
- Participatory democracy: civic tech and collaborative platform
- Innovation by design: concept, applications
- Behavioral approach: from the law to incitement concept/ examples
- Learning expedition in other places

TARGET AUDIENCE

- Directors, senior management from the civil service and local government, senior civil servants in charge of relations between administration and citizens

PRACTICAL INFORMATION

- Dates: from July 5 to 9, 2021
- Teaching language: English
- Venue: ENA, 2 avenue de l’Observatoire- 75006 Paris
- Tuition fees for candidates without a French government grant are 1400 euros (these fees will have to be paid in advance by transfer)

Programme « Politiques publiques : de la conception à l'évaluation »

FR

Les politiques publiques constituent l'objet même d'intervention des gouvernements et un vecteur essentiel de modernisation de l'État. Dans un contexte de rationalisation de l'action publique et de réforme de l'État, le processus selon lequel les ressources d'un État sont allouées à la réalisation d'objectifs politiques constitue un enjeu dès la phase de conception des politiques publiques. En effet, les transformations profondes qui traversent les sociétés bouleversent les métiers. Les modes d'action publique conduisent à bâtir un nouveau modèle de conduite avec des politiques publiques de plus en plus interconnectées et interdépendantes qui doivent répondre aux aspirations de proximité et de renouvellement démocratique. Il est ainsi devenu indispensable d'adopter une culture de l'innovation et de l'évaluation en s'engageant dans une démarche fondée sur des preuves et d'être en capacité de mesurer les effets d'une politique publique afin d'éclairer la décision des décideurs publics.

OBJECTIFS

- Investir les nouvelles trajectoires de la fabrique des politiques publiques dans un contexte de mutation plurielle
- Concevoir l'évaluation comme un levier de légitimation de l'action publique
- Appréhender les différentes logiques de mise en œuvre d'une politique publique dès sa conception

CONTENUS PRÉVISIONNELS

- Les nouvelles approches de la conception des politiques publiques (participatives, comportementales, prospectives)
- Les différentes méthodes d'évaluation des politiques publiques (pluralistes, réalistes, d'impact, sensibilisation à la notion de contrefactuel...)
- Les pratiques managériales, levier de la dynamique de transformation de l'action publique
- La fabrique du sens public, questionnement sur la légitimité politique et le lien politique-administratif
- L'importance prise par la jurisprudence et les standards soft dans la définition de normes guidant les actions publiques pragmatiques
- L'émergence des territoires à géométrie variable en fonction des sujets, des enjeux et des acteurs mobilisables (réseaux, territoires pertinents de l'action publique...)

PUBLIC

Hauts fonctionnaires de l'État et des collectivités territoriales, fonctionnaires parlementaires et élus locaux, conseillers techniques.

INFORMATIONS PRATIQUES

- Dates : du 20 au 24 septembre 2021
- Langue d'enseignement : français
- Lieu : ENA, 2 avenue de l'Observatoire, 75006 Paris
- Frais d'inscription : 1400 euros pour les candidats non boursiers du gouvernement français (ces frais d'inscription devront avoir été réglés par virement bancaire avant le démarrage de la formation)

Programme « Trajectoire d'une norme européenne: de sa genèse au contentieux »

FR

Le droit de l'Union européenne fait partie intégrante de notre vie économique, politique et sociale. Les décisions prises par l'Union européenne ont des conséquences directes sur les États membres, leurs entreprises et leurs ressortissants. Les institutions et administrations nationales ont la responsabilité d'en assurer l'application et de veiller à ce que les différents acteurs concernés s'y conforment. Cette formation à vocation opérationnelle aura pour objectif de présenter le cadre normatif de l'Union européenne, et d'examiner la trajectoire de la norme européenne depuis son état embryonnaire jusqu'à sa mise en œuvre, en passant par la phase de négociation. Elle apportera également les outils nécessaires à la prévention des cas de contentieux.

Ce séminaire organisé avec le soutien de l'Organisation internationale de la Francophonie est consacré à la promotion et à la valorisation de la langue française dans le milieu professionnel.

OBJECTIFS

- Actualiser et affiner les connaissances en droit de l'Union européenne et ses procédures
- Maîtriser le labyrinthe décisionnel de l'Union européenne
- Décrypter la complexité de la négociation européenne
- Saisir les nuances techniques de la mise en œuvre des dispositifs normatifs de l'Union européenne
- Envisager l'ensemble des difficultés liées à la transposition, au suivi et au contrôle d'application des normes européennes

CONTENUS PRÉVISIONNELS

- Le programme se veut hautement interactif et participatif, alimenté par des sessions de partage d'expérience, des exemples concrets, des études de cas et des exercices de jeu de rôle
- Une combinaison de présentations, d'activités de groupe et d'exercices de simulation permettra d'établir des contacts et de partager des expériences avec les experts et entre les participants
- Les participants seront non seulement en mesure de comprendre les caractéristiques du système juridique de l'Union européenne, mais aussi d'échanger sur leurs expériences et s'inscrire dans un réseau de professionnels

PUBLIC

Représentants des secteurs privé et public, fonctionnaires, administrateurs, praticiens du droit, agents concernés par les questions européennes (pays membres de l'UE, pays tiers, membres associés et observateurs de l'OIF).

INFORMATIONS PRATIQUES

- Dates: du 27 septembre au 1^{er} octobre 2021
- Langue d'enseignement: français
- Lieu: ENA, 2 avenue de l'Observatoire - 75006 Paris
- Frais d'inscription: 1400 euros pour les candidats non boursiers du gouvernement français (ces frais d'inscription devront avoir été réglés par virement bancaire avant le démarrage de la formation)

Program “Ethics, Integrity and Corruption Prevention”

The Global Declaration against Corruption (May 2016) recognises the continuing importance of this challenge on the global public agenda, but also to the impact of globalization on the very mechanisms of corruption. Since the 1990's, globalization has indeed opened hitherto unknown areas for new circuits of corruption, whereas good governance and regulation of the economy remain key conditions for development in a globalized context. In developing economies, globalization has amplified inequalities generated by corruption, whereas in developed countries, it has benefitted phenomena such as the distortion of governance, having a leverage effect on sources of pressure on public decision- making.

Exceeding the traditional markers of economic corruption, current perspectives on corruption lead to questions of transparency and probity, but also of information and knowledge, of bureaucracy, of organization and independence of organizations as well as pressure groups. This course explores the main contemporary questions linked to corruption and presents them from a public policy perspective in an international context.

OBJECTIVES

- To acquire and consolidate knowledge on lack of probity
- To develop skills in matters of corruption detection
- To learn about international frameworks in the fight against corruption
- To acquire and reinforce understanding of the tools of risk prevention, assessment and control
- To be able to mobilize all parties involved in the fight against corruption

PROVISIONAL CONTENTS

- New perspectives on corruption: definitions, perimeters and borders
- Reality and practice in corruption: new circuits, forms and mechanisms operating in corruption systems
- Impact of corruption on development and political governance
- Institutional framework in the fight against corruption: stakeholders, governance, missions and means
- National and international legal framework in the fight against corruption
- Corruption prevention mechanisms
- Corruption control and repression mechanisms

TARGET AUDIENCE

- Senior civil servants from control and supervisory bodies, Decision-makers from Ministries, Members of Parliament and local elected officials.

PRACTICAL INFORMATION

- Dates : from September 27 to October 8, 2021
- Teaching language : english
- Venue : ENA, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris
- Tuition fees for candidates without a French Government grant are 2300 euros (these fees will have to be paid in advance by transfer)

Program “Human Resources Management in the Public Sector”

In France and abroad, human resources and workforce management in the public sector are evolving rapidly in order to meet major challenges such as the digitization, innovation of public services, as well as the pooling and grouping of different resources.

The demand for efficiency and quality in public services, the need to provide a response adapted to the needs of citizens and the transformation of the scope of action of public organizations are leading the HRM function and managerial practices to evolve. In this context, the role of public managers is to anticipate and to promote the development of the public servants' skills, to support their mobility, to promote and to enhance the diversity of careers. This program aims to respond to the HR challenges of transformation in the public sector by explaining the purpose and operational functioning of the main HRM tools and levers.

OBJECTIVES

- Acquire the HRM tools and know how to apply them as part of the HR processes of his administration (forecast management of staff and skills, performance management, information systems ...)
- Deepen the role of the public manager in the management and in the enhancement of the public servants' careers
- Strengthen their skills in change management

PROVISIONAL CONTENTS

- Administrative and legal organization of the public service
- Major HRM functions (recruitment, mobility support, evaluation, wage policy, forecast management of staff and skills, training)
- Change management (methodology and managerial approach)
- Group workshops and exercises

TARGET AUDIENCE

- Human resources managers of central administrations, decentralized services and local communities, executives of major civil servant training and development establishments, management staff.

PRACTICAL INFORMATION

- Dates: from October 18 to 22, 2021
- Teaching language : English
- Venue: ENA – 2, avenue de l'Observatoire – 75 006 Paris
- Tuition fees for candidates without a French Government grant are 1400 euros (these fees will have to be paid in advance by transfer)

Programme «De la gouvernance des crises à la crise des gouvernances au niveau de l'Union européenne»

FR

Dans un contexte international et interne difficile, l'Union européenne a été confrontée à une multitude de défis d'ordre financier, économique, énergétique, humanitaire, sécuritaire et sanitaire. La gestion de ces crises de différentes natures a mis à jour des insuffisances dans de nombreuses procédures décisionnelles. À chaque fois, l'Union européenne a recherché des solutions nouvelles, flexibles et viables en ajustant, complétant et renforçant les instruments de gouvernance existants. Cependant, les réponses apportées pour faire face à ces crises suivent des logiques qui peuvent être de nature supranationale, inter-gouvernementale voire mixte. La complexité qui en découle reste difficile à maîtriser, même pour les experts. Cette formation s'adresse à tous ceux qui souhaitent comprendre les mécanismes décisionnels dans différents domaines d'intervention de l'Union européenne et mesurer l'impact de la crise sanitaire sur l'ensemble des processus et procédures décisionnels.

OBJECTIFS

- Comprendre les mécanismes décisionnels dans le domaine des politiques économique et énergétique
- Comprendre les mécanismes décisionnels dans la gestion des frontières externes et internes de l'Union
- S'interroger dans quelle mesure la gouvernance des crises de différentes natures a remis en question les modes de gouvernance au sein de l'Union européenne
- Mesurer l'impact de la crise COVID sur l'ensemble des processus et procédures décisionnels

CONTENUS PRÉVISIONNELS

- Ce séminaire organisé avec le soutien de l'Organisation internationale de la Francophonie est consacré à la promotion et à la valorisation de la langue française dans le milieu professionnel. Le programme se veut hautement interactif et participatif, alimenté par des sessions de partage d'expérience, des exemples concrets et des études de cas. Les participants seront répartis en petits groupes pendant la formation et seront chargés de produire un document d'état des lieux, et d'influencer les points de dysfonctionnement et les solutions possibles dans chaque domaine concerné.

PUBLICS

Représentants des secteurs privé et public, fonctionnaires, administrateurs, agents concernés par les questions européennes (pays membres de l'UE, pays tiers, pays membres, membres associés et observateurs de l'OIF).

INFORMATIONS PRATIQUES

- Dates: du 4 au 7 octobre 2021
- Langue d'enseignement: français
- Lieu: ENA, 2 avenue de l'Observatoire - 75006 Paris
- Frais d'inscription: 1400 euros pour les candidats non boursiers du gouvernement français (ces frais d'inscription devront avoir été réglés par virement bancaire avant le démarrage de la formation)

Programme «L'Union européenne et ses partenaires économiques»

FR

L'Union européenne négocie des accords commerciaux dans le monde entier, avec de très nombreux partenaires. Ces accords ouvrent de nouvelles opportunités économiques pour l'UE et les pays tiers (libéralisation des échanges, coopération économique et financière, flux d'investissement, croissance, compétitivité, création d'emplois). Cette formation vise à accompagner les États dans la négociation et la mise en œuvre de différents volets de ces accords. Elle s'attache également aux dimensions interculturelles, aux spécificités du cadre de la négociation, et aux particularités liées aux enjeux de la diplomatie économique à différents niveaux (environnement, format et contenu des négociations commerciales, défis et impasses dans le contexte actuel au niveau régional et international).

Ce séminaire organisé avec le soutien de l'Organisation internationale de la Francophonie est consacré à la promotion et à la valorisation de la langue française dans le milieu diplomatique.

OBJECTIFS

- Comprendre les enjeux de la politique commerciale de l'UE
- Décrypter la complexité des processus de négociation au sein et avec l'Union européenne
- Décerner les différentes dimensions des accords commerciaux (accords de partenariat économiques, accords de libre-échange, accords d'association)
- Comprendre l'actualité politique et économique européenne
- Maîtriser les composantes et les outils de la diplomatie économique européenne
- Saisir les enjeux des négociations aux niveaux bilatéral, régional et multilatéral

CONTENUS PRÉVISIONNELS

- Le programme se veut hautement interactif et participatif, alimenté par des sessions de partage d'expérience, des exemples concrets, des études de cas et des exercices de jeu de rôle
- Les participants seront non seulement en mesure de comprendre les différentes dimensions des accords commerciaux et les spécificités de la diplomatie économique européenne, mais aussi de développer les compétences interpersonnelles nécessaires pour devenir un négociateur efficace dans un contexte multiculturel

PUBLICS

Candidats spécialisés en affaires internationales, fonctionnaires, diplomates, experts chargés de négocier et mettre en œuvre les accords commerciaux (pays membres de l'UE, pays tiers, pays membres, membres associés et observateurs de l'OIF).

INFORMATIONS PRATIQUES

- Dates: du 3 au 5 novembre 2021
- Langue d'enseignement: français
- Lieu: ENA, 2 avenue de l'Observatoire - 75006 Paris
- Frais d'inscription: 1400 euros pour les candidats non boursiers du gouvernement français (ces frais d'inscription devront avoir été réglés par virement bancaire avant le démarrage de la formation)

Programme «Nouvelle gouvernance des territoires»

FR

Selon les Nations Unies, plus de la moitié de la population mondiale habite aujourd'hui dans les villes. Dans un contexte mondial de compétition accrue pour l'investissement international, d'étalement urbain et d'accroissement des inégalités, les politiques urbaines constituent un enjeu stratégique majeur pour les villes et régions mais également, du fait des processus de décentralisation engagés dans de nombreux pays, pour les politiques de réforme de l'État. Les défis globaux devenant progressivement des défis urbains, les villes doivent assurer la qualité de leurs services et prendre en compte la participation citoyenne aux affaires publiques ainsi que les nombreux changements démographiques, technologiques et environnementaux afin d'accompagner l'expansion urbaine et la croissance économique dans le respect de la dignité humaine et du développement durable.

OBJECTIFS

- Échanger sur les bonnes pratiques en matière de gouvernance territoriale, de planification et de gestion urbaine
- Identifier les besoins des citoyens et acteurs locaux pour trouver des solutions innovantes en matière de services
- Connaître les réseaux régionaux et internationaux des villes et territoires
- Donner une dimension concrète aux enjeux des réformes en favorisant l'échange d'expériences

CONTENUS PRÉVISIONNELS

- L'articulation des pouvoirs locaux et de l'État en France: entre décentralisation et déconcentration
- Les acteurs clés du développement territorial
- Renforcement en capacité de gestion des villes: budget, management, politiques publiques et conduite de projets, participation citoyenne
- Développement urbain et performance économique
- Villes et territoires intelligents: recherche de solutions innovantes
- Inclusion sociale et durabilité environnementale
- Fondamentaux, méthodes et outils de l'action internationale des collectivités territoriales

- Visites: planification et projets urbains, institutions partenaires...
- Ateliers de mise en pratique et études de cas

PUBLIC

Diplomates, élus locaux, fonctionnaires et personnels d'administrations centrales ou locales.

INFORMATIONS PRATIQUES

- Dates: du 2 au 12 novembre 2021
- Langue d'enseignement: français
- Lieu: ENA, 2 avenue de l'Observatoire, 75 006 Paris
- Frais d'inscription: 2300 euros pour les candidats non boursiers du gouvernement français (ces frais d'inscription devront avoir été réglés par virement bancaire avant le démarrage de la formation)

In extreme emergency situations crisis management professionals have to take on a multitude of responsibilities. Given the complexity of societal and institutional dynamics taking place at the national, European and international levels, it is ever more important to develop abilities to adopt comprehensive approaches and specific behavioural attitudes in order to maintain cohesion, pertinence and coherence. Anticipation of a crisis enables the negative impact to be reduced by making sure that those involved in handling a crisis are prepared. This course is dedicated to methods and skills development for crisis prevention, crisis management, crisis communication and restoring stability. It complies with the recommendations of the Europe's Training Initiative for Civilian Crisis Management (ENTRI) for which ENA is the approved training centre on the themes of good governance and civil administration.

OBJECTIVES

- To acquire and consolidate know-how about crisis management in different contexts and settings
- To raise awareness about crisis prevention tools
- To develop skills in crisis communication and ability to face media in an emergency situation
- To develop ability to negotiate in a context of crisis
- To share good practices and experiences

PROVISIONAL CONTENTS

■ The training contents will combine a number of illustrative situations for crisis management in different contexts (national, European, international) and situations (emergency situations, natural disasters, security, armed conflict, sanitary crisis). Thematic workshops, simulation exercises and group-work activities will be organized throughout the course. Participants will be required to prepare elements that will be helpful in role-playing sessions and practical cases according to their expectations and requirements. Case studies may be developed in cooperation with the Center of Competence on Humanitarian Negotiation of the ICRC and other partners.

TARGET AUDIENCE

- Civil servants, diplomats, military personnel, spokespersons, professionals dealing with crisis prevention and crisis management

PRACTICAL INFORMATION

- Dates: from November 29 to December 3, 2021
- Teaching language: English
- Venue: ENA, 2 avenue de l'Observatoire - 75006 Paris
- Tuition fees: 1400 euros for candidates without a French government grant (these fees will have to be paid in advance by transfer)

Programmes internationaux longs

Cycle international long (CIL - 13 à 14 mois) Strasbourg

Le CIL, d'une durée de 13 à 14 mois, est un cursus généraliste. Il permet de se familiariser avec l'administration française ainsi que de se former aux responsabilités de manager public. La scolarité de ce cycle est, pour une grande partie, commune avec celle des élèves français issus des quatre concours d'entrée à l'ENA.

NB: les ressortissants étrangers possédant également la nationalité française ne peuvent candidater aux cycles internationaux.

PUBLIC

Le cycle international long (13 mois + 1 mois*) s'adresse à de jeunes agents publics ou universitaires, étrangers et, dans certains cas très exceptionnels, à des personnes étrangères ayant apporté la preuve d'un projet professionnel d'engagement dans le service public de leur pays d'origine.

* Pour la rédaction et la soutenance d'un mémoire de Master

CURSUS

Le cursus du CIL se décompose ainsi:

- au mois de septembre de l'année N à Strasbourg, un mois de scolarité préparatoire au stage comprenant notamment une actualisation des connaissances sur la France contemporaine et ses enjeux, ainsi que sur le fonctionnement de l'administration française;
- 3 mois de stage (octobre N à décembre) dans un organisme public choisi en fonction du projet professionnel de l'élève (administration centrale ou déconcentrée, opérateur de l'État, organisme international);

- 9 mois de scolarité (janvier N+1 à septembre N+1) à Strasbourg en commun avec les élèves recrutés par le concours de l'ENA;
- pour la plus grande partie des élèves, 1 mois supplémentaire (octobre de l'année N+1) pour ceux qui soutiendront un mémoire de master.

La formation est sanctionnée par un Diplôme international d'administration publique avec la mention «Cycle international long».

Elle peut être complétée, en parallèle, par l'un des trois masters suivants:

- Master 2 professionnel en Administration publique générale en partenariat avec l'Université et l'IEP de Strasbourg;
- Master 2 professionnel en Affaires publiques européennes/Action publique en Europe en partenariat avec l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne;
- Master 2 professionnel en Communication des institutions publiques en partenariat avec CELSA Sorbonne Université.

FORMATION PLURIDISCIPLINAIRE, EN ALTERNANCE

Les thématiques principales concernent :

- la conception, la conduite et l'évaluation des politiques publiques ;
- la transformation et l'innovation publiques ;
- la gestion des ressources humaines, le management et la négociation ;
- l'économie et les finances publiques ;
- les questions territoriales ;
- les questions européennes et internationales.

La scolarité, alternant enseignements et stage, permet de former des experts de terrain, des hauts fonctionnaires sachant analyser, mais aussi gérer et communiquer.

CONDITIONS D'ADMISSION

- Être agent public, ou dans un cas très exceptionnel, apporter la preuve d'un projet professionnel dans le service public au bénéfice de son pays d'origine
- Disposer d'un diplôme de niveau master 1 ou d'un cursus équivalent
- Exercer des responsabilités de niveau supérieur pour les agents publics
- Posséder une excellente maîtrise orale et écrite de la langue française
- Avoir une bonne maîtrise de l'anglais
- Satisfaire aux épreuves de sélection organisées par l'École : 3 épreuves écrites (test d'expression écrite, test de réflexion et de connaissances, au choix test de spécialisation en administration et management public ou en relations internationales). En cas d'admissibilité seule aux épreuves écrites, entretien oral.
- Ne pas être de nationalité française

FRAIS D'INSCRIPTION

La formation à l'ENA est gratuite. Les frais de séjour et de stage sont à la charge de l'élève. Ils sont évalués à 1400 euros par mois. Une bourse d'études du gouvernement français peut être sollicitée auprès de l'ambassade de France. Elle peut aussi être recherchée auprès d'une institution nationale ou internationale, publique ou privée, ou encore auprès du gouvernement qui a présenté le candidat.

FRAIS D'INSCRIPTION EN MASTER

Pour les élèves souhaitant suivre un des trois parcours de Master, une participation aux frais de scolarité de 500 euros est demandée par l'ENA. À cela s'ajoute le paiement des droits d'inscription à l'université concernée (environ 260 euros)

NB: Les élèves boursiers du gouvernement français peuvent se faire rembourser leur participation aux frais de scolarité de l'ENA pour les trois parcours de Master CIL, et sont exonérés des droits d'inscription universitaires pour ces mêmes masters.

Cycle international de perfectionnement (CIP - 8 mois)

Strasbourg

DESCRIPTION ET PUBLIC

Le cycle international de perfectionnement (8 mois) permet à de hauts fonctionnaires déjà expérimentés de se familiariser avec toutes les facettes de la gestion publique en France et en Europe.

Ce cycle favorise les approches comparatives grâce à la mise en commun d'expériences et de savoir-faire, d'abord entre les élèves du cycle pendant la phase initiale, puis pendant une phase commune de 3 mois avec les élèves français, du Cycle supérieur de perfectionnement des administrateurs (CSPA) et du Cycle d'intégration des officiers (CIO).

NB: les ressortissants étrangers possédant également la nationalité française ne peuvent candidater aux cycles internationaux.

CURSUS

La scolarité, à l'ENA Strasbourg, se décompose ainsi:

- une phase initiale (11 semaines) visant à actualiser et consolider les connaissances des élèves sur la France contemporaine mais aussi sur l'Europe dans le monde et sur un certain nombre de questions fondamentales de géopolitique;
- un stage en administration (7 semaines): il s'agit, pour les élèves étrangers, d'être immergés dans un secteur de l'administration française en rapport avec leur parcours professionnel. De ce fait, les lieux de stage sont divers (administrations centrales, préfectures, autres administrations déconcentrées, collectivités territoriales, établissements publics...);
- une phase de scolarité commune avec les élèves français du CSPA et du CIO (13 semaines). Cette période est une phase d'approfondissement des connaissances, d'analyse, de réflexion prospective et de travaux en petits groupes avec les fonctionnaires français promus au «tour extérieur».

La formation est sanctionnée par un Diplôme international d'administration publique avec la mention «Cycle international de perfectionnement».

Elle peut être complétée, en parallèle, par l'un des deux masters suivants:

- Master 2 professionnel Administration comparée et gestion publique en partenariat avec l'Université de Strasbourg;
- Master 2 professionnel Administration publique et affaires internationales en partenariat avec Université Paris 1 Panthéon Sorbonne.

CONDITIONS D'ADMISSION

- Être agent public ou, exceptionnellement, n'être pas encore entré dans la vie professionnelle et se destiner à une carrière dans le service public au bénéfice de son pays d'origine
- Disposer d'un diplôme de niveau master 1 ou d'un cursus équivalent associé à l'exercice de responsabilité de niveau supérieur pour les fonctionnaires
- Posséder une excellente maîtrise écrite et orale de la langue française
- Satisfaire aux épreuves de sélection organisées par l'ENA : 3 épreuves écrites (test d'expression écrite, test de réflexion et de connaissances, au choix test de spécialisation en administration et management public ou en relations internationales). En cas d'admissibilité aux épreuves écrites, il y a un entretien oral. Des exemples d'épreuves sont à disposition sur le site www.ena.fr

FRAIS D'INSCRIPTION

Coût: 4000 euros
Les frais de séjour et de stage sont à la charge de l'élève. Ils sont évalués à 1400 euros par mois.
Une bourse d'études du gouvernement français peut être sollicitée auprès de l'ambassade de France. Elle peut aussi être recherchée auprès d'une institution nationale ou internationale, publique ou privée, ou encore auprès du gouvernement qui a présenté le candidat.

FRAIS D'INSCRIPTION EN MASTER

Pour les élèves souhaitant suivre un des deux parcours de master, s'ajoute le paiement des droits d'inscription à l'université concernée (environ 260 euros)

NB: Les élèves boursiers du gouvernement français sont exonérés des droits d'inscription universitaires.

NOS PARTENAIRES



CRÉDITS

Directeur de la publication

Patrick Gérard

Conception et réalisation graphique

Atelier Marge Design

Impression

Imprimerie Moderne

**École nationale
d'administration**

1, rue Sainte-Marguerite
67080 Strasbourg Cedex
Tél + 33 (0)3 88 21 44 44

2, avenue de l'Observatoire
75272 Paris Cedex 06
Tél: +33 (0)1 44 41 85 00

 [ena_fr](#)

 [ÉcoleNationaleAdministration](#)

 [École Nationale d'Administration](#)

www.ena.fr